

Avant-propos

L'invasion du Tibet par la Chine en 1950, plus tard la fuite du dalaï-lama en Inde et l'exode massif de ses compatriotes (1959) occupèrent quelque temps les médias, puis le Tibet écrasé par l'occupation chinoise tomba dans un oubli public dont il ne commença à sortir qu'au moment où, pour la première fois en 1987, des touristes et des journalistes occidentaux purent être les témoins de manifestations populaires à Lhasa et de leur répression brutale. Depuis, il est inutile d'y insister, la situation tibétaine fait régulièrement la une des journaux et le Tibet, pour des raisons diverses, est devenu à la mode.

Loin du bruit médiatique, cependant, des chercheurs avaient continué à se passionner pour l'étude de ce pays qui leur restait interdit, mais auquel un accès nouveau leur était ouvert grâce aux lettrés tibétains qui s'étaient exilés et à la masse de livres qu'ils avaient apportés avec eux et qu'ils publiaient. Pour leur part, les ethnologues purent étudier à la fois les populations tibétaines du Népal, ouvert peu après aux étrangers, et les communautés tibétaines en exil, avant d'accéder au Tibet même à la fin des années quatre-vingts.

Tandis que la tibétologie se renforçait de la sorte, les Chinois de leur côté n'ont jamais cessé leurs actions de propagande pour justifier leur coup de force sur le Tibet, propagande qui présente l'ancienne société tibétaine et son histoire de manière si caricaturale qu'elle semblait aux spécialistes ne pouvoir susciter que l'incrédulité ; il leur paraissait inutile d'y répondre, sinon à l'occasion d'in-

terventions ponctuelles. Ce qui a décidé plusieurs d'entre eux à réagir dans l'ouvrage ici présenté, fut la publication en 1988 (1987 pour l'édition anglaise) d'un opuscule traduit dans toutes les langues et largement distribué par les ambassades de la République populaire de Chine partout dans le monde : *Le Tibet, cent questions et réponses* (Pékin, éditions de « Beijing Information »). La courte préface de l'ouvrage – présenté par le rédacteur, Jing Wei, comme un travail collectif – garantissait la rigueur scientifique des faits exposés, établis après consultation d'« une grande quantité de documents historiques » et « des spécialistes de l'histoire du Tibet de l'Institut de recherche ethnique de l'Académie des sciences sociales de Chine et de hauts fonctionnaires... », lesquels avaient parfois rédigé eux-mêmes les réponses. Cette fois, nous décidâmes à plusieurs de ne pas cautionner plus longtemps par notre silence la propagande chinoise et de publier à notre tour une réponse argumentée aux mêmes questions, que nous nous répartîmes en fonction de nos spécialités.

Nous tenons néanmoins à clarifier le point suivant : même si, en dernière analyse, nous défendons le bon droit des Tibétains, nous ne sommes ni des partisans du dalaï-lama et de son gouvernement ni des détracteurs invétérés des Chinois ; plusieurs d'entre nous sont d'ailleurs autant sinologues que tibétologues. Nous ne sommes pas davantage passésistes : le Tibet devait d'une manière ou d'une autre entrer dans la « modernité » ; si l'on déplore qu'il y ait été contraint par la force, on doit reconnaître que, dans le domaine purement matériel et économique, la situation de beaucoup de Tibétains s'est améliorée et que la population a un accès à l'enseignement – même insuffisant, doctrinaire et sélectif – inconnu auparavant. Cependant, mis dans la balance, ces avantages semblent de peu de poids face aux souffrances d'un peuple colonisé.

Anne-Marie Blondeau et Katia Buffetrille